

CONVENTION Accusé certifié exécutoire
PORTANT CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE LES VILLES DE BASSENS, BLANQUEFORT, BORDEAUX,
BRUGES, LE BOUSCAT, MERIGNAC, PESSAC,
SAINT-MEDARD-EN-JALLES ET VILLENAVE D'ORNON

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de BASSENS, représentée par son maire, Jean-Pierre TURON, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

La Ville de BLANQUEFORT, représentée par son maire, Vincent FELTESSE, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

La Ville de BORDEAUX, représentée par son maire, Alain JUPPE, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

La Ville de BRUGES, représentée par son maire, Brigitte TERRAZA, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

La Ville de LE BOUSCAT, représentée par son maire, Patrick BOBET, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

La Ville de MERIGNAC, représentée par son maire, Michel SAINTE-MARIE, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

La Ville de PESSAC, représentée par son maire, Jean-Jacques BENOIT, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

La Ville de SAINT-MEDARD-EN-JALLES, représentée par son maire, Serge LAMAISON, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

La Ville de VILLENAVE D'ORNON, représentée par son maire, Patrick PUJOL, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du

IL A ETE CONVENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT :**ARTICLE 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes et de préciser les modalités de son fonctionnement, conformément aux dispositions de l'article 8 du code des marchés publics.

ARTICLE 2- Membres du groupement

Les membres du groupement de commandes sont les Villes de BASSENS, BLANQUEFORT, BORDEAUX, BRUGES, LE BOUSCAT, MERIGNAC, PESSAC, SAINT-MEDARD-EN-JALLES et VILLENAVE D'ORNON

Le coordonnateur du groupement de commandes ayant la **qualité de pouvoir adjudicateur** est la Ville de BORDEAUX.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/07/2012

Publication : 13/07/2012

ARTICLE 3 – Périmètre fonctionnel

Les prestations concernées par le groupement de commandes sont : les prestations de services nécessaires à la mise en place et au fonctionnement d'un Environnement Numérique de Travail (ENT) dans les écoles primaires incluant le périmètre scolaire et périscolaire à l'usage des élèves, des enseignants, des familles et des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 4 – Règles applicables

Le groupement de commandes est soumis au respect des règles applicables aux collectivités territoriales et plus particulièrement au code des marchés publics.

ARTICLE 5- Adhésion au groupement de commandes

La signature de la présente convention constitutive emporte adhésion de chaque membre désigné ci-avant au groupement de commandes.

Cette adhésion doit faire l'objet d'une autorisation préalable des assemblées délibérantes de chacun des membres du groupement.

Les délibérations des assemblées délibérantes dûment transmises au préalable au représentant de l'Etat sont notifiées au coordonnateur.

Il appartient au coordonnateur de transmettre au représentant de l'Etat la convention constitutive dûment signée par chaque membre et ensuite de la notifier à chacun des membres.

Toute nouvelle adhésion au groupement constitué par la présente convention doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'assemblée délibérante de la personne souhaitant adhérer et d'une autorisation préalable des assemblées délibérantes de chacun des membres du groupement.

Le nouvel adhérent ne peut bénéficier des conditions des marchés en cours.

ARTICLE 6- Durée du groupement de commandes

La présente convention constitutive entre en vigueur à la date d'acquisition de son caractère exécutoire.

Le groupement de commandes a une durée limitée à la durée nécessaire à la réalisation de son objet, soit au terme de la durée du dernier des marchés passés.

ARTICLE 7- Modalités organisationnelles de fonctionnement du groupement de commandes

7-1 Coordonnateur du groupement de commandes

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/07/2012

Publication : 13/07/2012

Le coordonnateur du groupement de commandes ayant la qualité de pouvoir adjudicateur est la Ville de BORDEAUX.

Chaque Commune donne ainsi mandat au coordonnateur pour organiser la procédure de passation des marchés publics nécessaires à la réalisation des prestations définies ci-avant à l'article 3.

7-2 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur du groupement de commandes est chargé, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, des missions suivantes :

► Au plan de la préparation des marchés publics :

- assistance de chacun des membres du groupement de commandes dans la définition des besoins,
- élaboration du Dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins déterminés par chacun des membres du groupement ;
- choix de la procédure de passation des marchés conformément aux dispositions du code des marchés publics.

► Au plan de la passation des marchés publics :

Organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou plusieurs cocontractants, notamment :

- réalisation des opérations de publicité de la procédure de passation (AAPC),
- réception des offres,
- information des candidats durant la période de publicité,
- secrétariat de la Commission d'appel d'offres,
- information des candidats retenus et des candidats évincés (article 80 du CMP),
- rédaction du rapport de présentation prévu à l'article 79 du code des marchés publics,
- publication des avis d'attribution.

► Au plan de l'exécution :

Conseil juridique et technique dans l'exécution du marché public.

► Au plan des actions en justice :

Le coordonnateur du groupement de commandes reçoit mandat des membres du groupement de commandes pour ester en justice, aussi bien en tant que défendeur que demandeur, dans le cadre strict de sa mission limitée à la passation des marchés. Il informe chaque membre du groupement de commandes sur sa démarche et son évolution.

Toute action relative à l'exécution des marchés publics reste de la compétence de chacun des membres du groupement de commandes.

7-3 Commission d'appel d'offres

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/07/2012

Conformément aux dispositions de l'article 8-III du code des marchés publics, la Commission d'appel d'offres est composée d'un représentant de chacun des membres du groupement, élu parmi les membres ayant voix délibérative de la Commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ;

Pour chaque membre titulaire, il est prévu un membre suppléant désigné selon les mêmes modalités.

La Commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur.

Le Président de la Commission d'appel d'offres peut désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la Commission d'appel d'offres.

La Commission d'appel d'offres peut également être assistée par les agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou compétents en matière de marchés publics.

La Commission d'appel d'offres du groupement :

- agréer les candidatures reçues pour chacune des consultations,
- procéder à l'ouverture et à l'enregistrement des offres,
- analyser les offres selon les critères préalablement définis et procéder à leur classement,
- attribuer les marchés à passer en application de la présente convention,
- déclarer, le cas échéant, les procédures infructueuses.

ARTICLE 8 – Engagement des membres du groupement de commandes**8-1 Définition des besoins**

Chaque membre du groupement de commandes détermine la nature et l'étendue de ses besoins à satisfaire.

Chaque membre s'engage sur le marché à hauteur de ses attentes exprimées clairement et préalablement lors de la définition des besoins.

8-2 Passation du marché

Chaque membre du groupement de commandes est chargé, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, des missions suivantes :

- signature des marchés publics,
- transmission au représentant de l'Etat,
- notification du marché au titulaire,
- délivrance de l'exemplaire unique.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/07/2012

Publication : 16/07/2012

8-3 Exécution du marché

Chaque membre est chargé en ce qui le concerne de la bonne exécution du marché et ce dans le cadre des dispositions définies dans le marché.

Chaque membre est ainsi chargé de la passation et de l'exécution des avenants éventuels.

Chaque membre s'engage à signaler au coordonnateur tout problème dans l'exécution du marché et à lui communiquer toutes informations ou pièces relatives aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution du marché.

ARTICLE 9- Participation financière

Le coordonnateur assure les missions définies ci-avant à l'article 6 à titre gracieux et prend en charge les frais de gestion liés au fonctionnement du groupement de commandes ainsi que les frais liés à la publicité.

ARTICLE 10- Modification de la convention constitutive

Toute modification de la présente convention est approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement de commandes.

Elle fait l'objet d'un avenant adopté par délibération concordante des assemblées délibérantes des membres du groupement de commandes.

ARTICLE 11- Retrait

Chaque membre du groupement de commandes peut se retirer. Le retrait est constaté par une décision de l'assemblée délibérante compétente et est notifiée au coordonnateur.

Le membre du groupement de commandes qui se retire, demeure tenu par les engagements pris dans le cadre du marché conclu en son nom et pour son compte.

ARTICLE 12- Litiges relatifs à la présente convention

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif de BORDEAUX.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/07/2012
Publication : 13/07/2012

Fait en neuf (9) exemplaires.

A BORDEAUX, le

Pour la Ville de BASSENS,
Le Maire,
Jean-Pierre TURON,

Pour la Ville de BLANQUEFORT,
Le Maire,
Vincent FELTESSE,

Pour la Ville de BORDEAUX
Le Maire
Alain JUPPE,

Pour la Ville de BRUGES,
Le Maire,
Brigitte TERRAZA,

Pour la Ville de LE BOUSCAT,
Le Maire,
Patrick BOBET,

Pour la Ville de MERIGNAC,
Le Maire,
Michel SAINTE-MARIE,

Pour la Ville de PESSAC,
Le Maire,
Jean-Jacques BENOIT,

Pour la Ville de SAINT-MEDARD-EN-JALLES,
Le Maire
Serge LAMAISON,

Pour la Ville de VILLENAVE D'ORNON,
Le Maire,
Patrick PUJOL,